



Groupe d'évaluation de la mise en œuvre
des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2021
16 et 17 juin 2021
Réunion virtuelle



OEA/Ser.E
GRIC/O.1/doc.57/21
10 juin 2021
Original: Español

RAPPORT DU SECRETARIAT AUX SOMMETS
SUR LES ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE POUR APPUYER ET RENFORCER LE PROCESSUS
DES SOMMET DES AMÉRIQUES

PERIODE : JANVIER 2020 - MAI 2021

Table des matières

I.	Efforts pour soutenir la présidence et les États dans les différentes phases du processus des Sommets	1
	a. Soutien et assistance technique dans la mise en œuvre du mécanisme de l'Engagement de Lima	2
	b. Cérémonie de passation de pouvoirs de la présidence du processus des Sommets	2
	c. Première réunion ordinaire de 2020 du GRIC	2
	d. Promouvoir les initiatives de coopération en matière de prévention et de lutte contre la corruption	2
	(i) Dialogue politique et webinaires	3
	(ii) Assistance technique	4
	Blanchiment d'argent et délits fiscaux	4
	Données ouvertes	5
	L'intégrité dans la fonction publique	6
	Marchés publics	6
	Anti-corruption	7
II.	Renforcer la coordination entre les entités du GTCC	7
	a. Réunions des hautes autorités du GTCC sur l'impact de la COVID-19	8
	b. Coordination avec les entités du GTCC pour faire avancer la mise en œuvre du plan d'action du GTCC.	8
	c. Répertoire sur la réponse des entités du GTCC à la COVID-19	9
III.	Promouvoir la participation de la société civile et des acteurs sociaux	9
	a. Pôles nationaux de lutte contre la corruption	9
	b. Initiatives pour faire face à la crise de la pandémie de COVID-19	9
	c. Dialogues nationaux entre les gouvernements et la société civile et les acteurs sociaux	10
IV.	Autre	11

**RAPPORT DU SECRETARIAT AUX SOMMETS
SUR LES ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE POUR APPUYER ET RENFORCER LE
PROCESSUS DES SOMMET DES AMÉRIQUES**

Période : janvier 2020 - mai 2021

Ce rapport traite des principaux travaux réalisés par le Secrétariat aux Sommets des Amériques pour soutenir et renforcer le processus des Sommets de janvier 2020 à mai 2021. Ce rapport est une mise à jour du rapport récemment présenté à la Commission du Conseil permanent sur la gestion des Sommets interaméricains et la participation de la société civile aux activités de l'OEA, qui couvrait la période de janvier à décembre 2020. Le rapport se concentre sur trois domaines principaux : 1) les efforts visant à soutenir la présidence et les États participants dans les différentes phases du processus des sommets ; 2) le renforcement de la coordination entre les organisations du groupe de travail mixte sur les sommets (GTCC) ; et 3) la promotion de la participation de la société civile et des acteurs sociaux au processus du sommet.

Ces efforts ont visé à soutenir le travail de la présidence et des États participants en ce qui concerne la mise en œuvre de l' « Engagement de Lima : la gouvernance démocratique face à la corruption », adopté lors du Huitième Sommet des Amériques (Lima, 2018), ainsi que la phase initiale de préparation du Neuvième Sommet des Amériques, en tenant compte, dans les deux cas, du contexte de la crise dans la région causée par la pandémie de COVID-19.

Compte tenu du contexte actuel, beaucoup des activités du Secrétariat aux Sommets ont été repensées et remaniées, tant au niveau de leur mode de prestation, avec une prédominance de la méthodologie virtuelle, qu'au niveau de leur contenu. Les rapports finaux et les résultats de ces efforts, y compris les vidéos et les présentations, sont disponibles sur le [site web du Secrétariat aux Sommets](#).

I. Efforts pour soutenir la présidence et les États dans les différentes phases du processus des Sommets

Le Secrétariat aux Sommets a continué à soutenir activement le travail de la présidence et des États participants. Le gouvernement du Pérou, assumant alors la présidence du processus des Sommets, a soutenu l'exécution du mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima, en tenant compte du contexte de crise provoqué par la pandémie, ainsi que, à partir de juillet 2020, avec la présidence actuelle du processus des Sommets, assumée par le gouvernement des États-Unis, dans le cadre de la phase initiale de préparation du Neuvième Sommet.

Récemment, une réunion extraordinaire sur le thème « Résilience démocratique, rôle de la Charte démocratique interaméricaine et processus des Sommets » a été coordonnée conjointement avec la CISC et la Commission des questions juridiques et politiques (CAJP) du Conseil permanent de l'OEA. La réunion conjointe a été organisée pour soutenir « les activités de préparation et de coordination technique du prochain Sommet, qui se tiendra aux États-Unis, ainsi que les activités liées au vingtième anniversaire de l'adoption de la Charte démocratique interaméricaine », comme l'a demandé la récente Assemblée générale (AG/RES. 2948 (L-O/20)), et de partager les éventuelles recommandations issues de cette réunion pour examen par le Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets (GRIC), avant le Neuvième Sommet des Amériques [(AG/RES. 2948 (L-O/20) et AG/RES. 2958 (L-O/20)]. Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

a. Soutien et assistance technique dans la mise en œuvre du mécanisme de l'Engagement de Lima

Au cours de la période visée, le Secrétariat aux Sommets a continué à fournir une assistance technique et des conseils à la présidence, ainsi qu'à soutenir les États dans la phase de mise en œuvre du Huitième Sommet, en particulier en ce qui concerne l'exécution de la deuxième année du mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'engagement de Lima, qui a débuté en janvier 2019. À cet égard, sur la base des informations enregistrées par les États et les entités du GTCC sur la [plateforme en ligne du mécanisme](#) concernant le niveau de progrès dans la mise en œuvre des mandats, ainsi que les défis et les besoins des États pour concrétiser l'Engagement de Lima¹ et l'offre de coopération des institutions du GTCC (principaux apports ayant servi à l'élaboration du Plan d'action du GTCC 2019-2021), le Secrétariat aux Sommets a développé une [banque de bonnes pratiques et de capacités régionales](#), de mai 2019 à mai 2020. Elle a également encouragé les initiatives de coopération dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption, comme envisagé dans le mécanisme susmentionné et détaillé ci-dessous.

Par

b. Cérémonie de passation de pouvoirs de la présidence du processus des Sommets

En coordination avec le gouvernement du Pérou, exerçant alors la présidence, les États participants, les entités du GTCC, la société civile et les acteurs sociaux ont été convoqués pour la cérémonie de transfert de la présidence du processus qui s'est tenue virtuellement le 10 juillet 2020. La présidence était représentée par l'ambassadeur Luis E. Chávez, coordonnateur national du processus des Sommets des Amériques et directeur des affaires multilatérales et mondiales du ministère des Affaires étrangères du Pérou. La présidence entrante était représentée par l'ambassadeur Michael G. Kozak, secrétaire adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental du département d'État des États-Unis. Le Secrétariat général de l'OEA, en sa qualité de secrétariat technique et de mémoire institutionnelle du processus des Sommets, était représenté par M. Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA. La vidéo et les discours sont disponibles [ici](#).

c. Première réunion ordinaire de 2020 du GRIC

Cette réunion s'est traduite par un échange de documents. Trois documents de réflexion préparés par des acteurs non gouvernementaux des États-Unis – la société civile, le secteur privé et le GTCC – sur les défis et les opportunités auxquels les Amériques sont confrontées en vue du Neuvième Sommet ont été distribués aux États participants en octobre. Le président a demandé aux coordinateurs nationaux du sommet de soumettre des commentaires sur les questions soulevées dans les trois documents, y compris des suggestions d'autres questions et des opinions qui pourraient être prises en compte pour d'éventuels programmes et autres résultats du Sommet. Dans le cadre de ce processus, le président a exhorté les États à consulter les parties prenantes du secteur privé et de la société civile sur leurs priorités pour l'action continentale, y compris le suivi de l'Engagement de Lima de 2018. Les documents conceptuels sont disponibles [ici](#).

d. Promouvoir les initiatives de coopération en matière de prévention et de lutte contre la corruption

Le Secrétariat aux Sommets a identifié les possibilités et les ressources pour la coopération entre les États et entre eux et les entités du GTCC dans la prévention et la lutte contre la corruption, et

a encouragé les synergies avec d'autres mécanismes et initiatives internationaux et régionaux auxquels les États participent. La création de ces espaces de rapprochement entre les États et les entités du GTCC visait à promouvoir des initiatives de coopération entre ces derniers. Cette opération a été réalisée dans le cadre de la deuxième année d'exécution du mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima. Les initiatives de coopération ont été menées principalement au moyen (i) de dialogues politiques et de webinaires et (ii) d'une assistance technique.

(i) Dialogue politique et webinaires

- *Séminaire « Situation de la liberté d'expression et du journalisme dans les Amériques »* (virtuel, 26 février 2021). Le Secrétariat aux Sommets a organisé ce séminaire en coordination avec le Bureau du Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), afin d'établir un dialogue direct sur les défis relatifs à la liberté d'expression dans la région. Des acteurs pertinents tels que des associations de journalistes, des journalistes d'investigation promouvant des agendas au niveau régional, des organisations internationales dans le domaine, et des groupes de réflexion intéressés par la protection de la liberté d'expression ont participé au dialogue. La présidence était représentée par Jon Piechowski, secrétaire adjoint à la diplomatie publique, Bureau des affaires de l'hémisphère occidental, département d'État des États-Unis.
- *Dialogue politique « Corruption et COVID-19 »* (virtuel, 18 juin 2020). Le Secrétariat des Sommets a mené ce dialogue en coordination avec l'Association andine de développement (CAF), qui a donné lieu à un échange d'expériences et de réflexions sur les risques de corruption dans les interventions d'urgence et sur le rôle des opérateurs judiciaires et des organismes de contrôle pour préserver l'intégrité des mesures de lutte contre la crise. L'événement s'est concentré sur l'agenda promu par l'Engagement de Lima et a bénéficié d'apport des principaux domaines de la lutte contre la corruption identifiés dans le Rapport sur l'économie et le développement (RED 2019) de la CAF sur le thème « L'intégrité dans les politiques publiques : Clés pour prévenir la corruption » dans le contexte de l'état d'urgence. Le président du GRIC, le bureau du procureur général de Colombie, le secrétariat de l'intégrité publique de la présidence du Conseil des ministres du Pérou et un membre de la Commission d'experts internationaux en matière de lutte contre la corruption de l'Équateur y ont participé. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).
- *Séminaire « Démocratisation de l'information : les données ouvertes dans la prévention et la lutte contre la corruption »* (virtuel, 6 mai 2020). Ce séminaire visait à approfondir l'échange d'expériences et de connaissances des gouvernements et de la société civile sur l'utilisation des données ouvertes pour prévenir et combattre la corruption en tant qu'effet et causalité de la démocratisation de l'information ; y compris la nécessité d'intégrer les données ouvertes en réponse à des situations d'urgence telles que la crise sanitaire mondiale actuelle. L'événement s'est déroulé avec la collaboration du Département pour l'efficacité dans la gestion publique et la participation d'experts gouvernementaux de Colombie et du Mexique, d'autres entités du GTCC comme la CEPALC et la CAF, et de la société civile. Le Séminaire a été ouvert par le président du GRIC. Les recommandations issues de cet échange soutenu constituent des apports pour les États en vue de donner suite aux mandats du Huitième Sommet sur l'ouverture des données et la lutte contre la corruption ; et de renforcer la transparence et la responsabilité des actions des États face à la pandémie. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).

- *Séminaire « Technologies émergentes pour prévenir et combattre la corruption »* (virtuel, 26 mai 2020). Cet événement a permis de faciliter l'échange d'expériences et d'approfondir les connaissances des gouvernements, de la société civile et des organisations multilatérales sur l'adoption et l'utilisation des technologies émergentes comme outils de prévention et de lutte contre la corruption, y compris en réponse aux situations d'urgence. L'événement a été organisé par le Secrétariat aux Sommets avec la collaboration du Département pour l'efficacité dans la gestion publique de l'OEA et la participation d'experts gouvernementaux des Bahamas et des États-Unis, d'entités du GTCC telles que la BID et l'OCDE, et du monde universitaire (Laboratoire d'innovation civile UNAM/UWV). Les recommandations qui en résultent constituent des apports dont peuvent se servir les États pour leurs actions de suivi des mandats sur les technologies émergentes et de lutte contre la corruption, en mettant l'accent sur le contexte de crise. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).

(ii) Assistance technique

Au cours de la période visée, le Secrétariat aux Sommets a offert, en coordination et en collaboration avec des partenaires stratégiques, une assistance technique sur le blanchiment d'argent et les crimes fiscaux, les données ouvertes et l'intégrité dans la fonction publique.

Blanchiment d'argent et délits fiscaux

- *« Réunion spéciale sur la coopération en matière d'enquêtes et de procédures relatives à la corruption, aux délits fiscaux et au blanchiment d'argent »* (virtuel, 16 juillet 2020). Cette réunion a été organisée avec le Département contre la criminalité transnationale organisée (DCTO) de l'OEA, dans le cadre de la Quarante-huitième réunion du Groupe d'experts sur le blanchiment des avoirs (GELAVEX) à l'occasion de son 30ème anniversaire. Un échange a eu lieu entre les autorités nationales pour lutter efficacement contre la corruption, les délits fiscaux et le blanchiment d'argent associé à ces délits dans la région. Un total de 131 responsables gouvernementaux de 25 États membres y ont participé. Des présentations ont été données par le Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention interaméricaine contre la corruption (MESICIC) et des experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale et du Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).
- *« Séminaire virtuel sur l'évaluation du risque national (ENR) de blanchiment d'argent pour l'Amérique latine et les Caraïbes »* (26-28 octobre 2020). Ce séminaire s'est tenu dans le cadre du suivi du mandat 43 de l'Engagement de Lima, qui établit la nécessité « d'adopter des mesures efficaces contre l'évasion fiscale, ainsi que de lutter contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites résultant de la corruption et pour l'identification des bénéficiaires effectifs ». L'événement était organisé en collaboration avec le DCTO/OEA et visait à fournir une formation et un espace d'échange d'expériences sur l'ENR pour les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, dans le but de contribuer à une révision et mise à jour. Quelque 170 représentants gouvernementaux de 22 États membres y ont participé, en plus de la Banque mondiale et des secrétariats exécutifs du Groupe d'action financière d'Amérique latine (GAFILAT) et du Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC). Le séminaire s'adressait aux fonctionnaires nationaux des cellules de renseignement financier, des entités de réglementation et de supervision de la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme

(LBC/FT), des services de police et/ou d'application de la loi, et des organismes de coordination des politiques de LBC/FT. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).

Données ouvertes

- Dans la lignée du soutien et de l'accompagnement fournis par le Secrétariat aux Sommets à la mission d'assistance technique accordée au gouvernement du Honduras en novembre 2019, par l'intermédiaire du Département pour l'efficacité dans la gestion publique de l'OEA, aux fins de diffusion et de validation de la politique nationale de données ouvertes, pour laquelle la participation d'experts de Colombie et de représentants gouvernementaux d'El Salvador et de la République dominicaine a été facilitée (voir [ici](#)), le Secrétariat aux Sommets a soutenu l'assistance technique fournie par le Département pour l'efficacité dans la gestion publique en Équateur et en République dominicaine pour l'élaboration de leurs politiques nationales de données ouvertes. En Équateur, l'assistance technique fournie au ministère des Télécommunications et de la Société de l'information (MINTEL) a abouti à l'approbation de la politique de données ouvertes, laquelle comprend un paragraphe du préambule qui respecte le mandat numéro 20 sur les données ouvertes de l'Engagement de Lima. En République dominicaine, par le biais de la Direction générale de l'éthique et de l'intégrité gouvernementale (DIGEIG), une assistance a été fournie à la République dominicaine pour l'élaboration de sa politique. À cette fin, le document final de la politique de données ouvertes de la République dominicaine a été élaboré, avec plusieurs sections conformes à l'Engagement de Lima. Concernant ce document, une session d'assistance technique virtuelle a été programmée pour le diffuser publiquement et tenir des consultations, dans le but de clôturer le cycle d'élaboration de la politique avant son transfert à l'autorité compétente pour l'approbation et la signature, à savoir le ministère de la Présidence.
- Le Secrétariat aux Sommets a parrainé la participation de 75 fonctionnaires gouvernementaux d'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, du Guatemala, du Panama et de la République dominicaine au cours virtuel « Introduction aux données ouvertes » développé dans le cadre de l'École de gouvernance de l'OEA et en coordination avec le Département pour l'efficacité dans la gestion publique. L'objectif de ce cours était de sensibiliser et de former aux processus d'ouverture des données pour prévenir et combattre la corruption par la formation de groupes de fonctionnaires agents du changement, afin qu'ils puissent partager les connaissances acquises dans le cadre de ce cours et améliorer l'ouverture des données dans leur pays, tant au niveau national que local. La session de lancement du cours (le 23 novembre 2020) a été suivie par les plus hautes autorités des organes chargés des données ouvertes des six pays participants. La CAF, la Charte internationale sur les données ouvertes, l'Initiative mondiale pour la transparence budgétaire et le ministère des Technologie de l'information et des Communications de Colombie ont également participé à ce cours. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#). La cérémonie de clôture a eu lieu le 1^{er} mars 2021 avec la participation des autorités des organes compétents en matière de données ouvertes des pays participants, ainsi que de leurs représentants permanents auprès de l'OEA et des diplômés de l'École de gouvernance.

L'intégrité dans la fonction publique

- Le Secrétariat aux Sommets, en coordination avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a organisé l'atelier « *L'intégrité dans la fonction publique* » (virtuel, 30 septembre 2020), destiné aux organes compétents dans ce domaine dans 7 pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Panama et Pérou), afin de contribuer au renforcement des capacités en ce qui concerne les mandats 9, 10 et 11 de l'Engagement de Lima, en se concentrant sur les questions associées aux systèmes garantissant l'intégrité des fonctionnaires dans la région et en abordant les questions liées à la sélection fondée sur le mérite et aux conflits d'intérêts dans la gestion publique. Cet événement a vu la participation des acteurs suivants : la Direction nationale des affaires stratégiques du Bureau anti-corruption d'Argentine, la Direction de la promotion de l'intégrité du Bureau du contrôleur général du Brésil, la Direction nationale de la fonction publique et la présidence du Conseil de la haute gestion publique de la fonction publique du Chili, le Bureau du procureur pour le contrôle préventif de la fonction publique du Bureau du procureur général de Colombie, le Bureau d'éthique publique du Bureau du procureur général du Costa Rica, le vice-ministère de la Fonction publique du ministère du Travail de la Guinée équatoriale et la Direction des politiques de gestion de la fonction publique de l'Autorité nationale de la fonction publique du Pérou. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ce lien](#).
- Sur la base du précédent atelier « L'intégrité dans la fonction publique », au cours duquel 7 pays ont partagé les défis, les expériences et les bonnes pratiques dans la construction d'une culture d'intégrité dans leurs administrations, en mettant l'accent sur les défis générés par la pandémie, le Secrétariat aux Sommets et l'OCDE préparent un document politique reprenant les points clés et les bonnes pratiques abordées, ainsi que des recommandations politiques pour les gouvernements de la région. Ce document sera publié prochainement et, afin de disposer d'éléments préliminaires, le Secrétariat, en coordination avec l'OCDE, a chargé un consultant de préparer les projets de note d'orientation, y compris un aperçu des réformes pertinentes dans le domaine de l'intégrité dans le service public depuis l'adoption de l'Engagement de Lima, en mettant l'accent sur les pays participant à l'atelier. Dans ce processus, des entretiens approfondis ont été menés avec des entités nationales afin d'enrichir ces efforts, et un deuxième atelier a été organisé.

Marchés publics

- Dans le cadre de l'accord de coopération signé en 2020 entre le Secrétariat général de l'OEA, en tant que Secrétariat technique du Réseau interaméricain des marchés publics (RICG), et la CAF intitulé « Prévention de la corruption par la transparence et l'analyse de données dans les systèmes de passation de marchés publics », le Secrétariat aux Sommets, en coordination avec le Secrétariat du Réseau, a soutenu le recrutement de consultants pour mettre en œuvre les premières activités du projet, dont l'objectif est de générer des actions qui contribuent à l'adoption de données intelligentes et à l'utilisation des nouvelles technologies dans les processus de passation de marchés pour prévenir la corruption. Ces efforts contribuent à renforcer les capacités institutionnelles des systèmes de passation de marchés publics des pays qui composent le Réseau, à générer et à mettre en œuvre des outils efficaces qui favorisent la transparence, l'efficacité et l'intégrité des systèmes nationaux de passation de marchés. Cet objectif est reflété dans les mandats 14, 17 et 27 de l'Engagement de Lima et dans la résolution AG/RES. 2927 (XLVIII-O/18) (2018) de l'AG/OEA, qui mandate la promotion d'une initiative

continentale de contrats ouverts en coordination avec les autorités nationales compétentes, la société civile et le secteur privé.

Anti-corruption

- Le Secrétariat aux Sommets et le Département de la démocratie durable et des missions spéciales (DSDME) de l'OEA ont uni leurs efforts pour offrir des outils qui contribuent au renforcement des capacités associées au mandat 37 de l'Engagement de Lima, et pour permettre la coopération entre les autorités publiques et privées dans la lutte contre la corruption, en particulier dans leurs efforts pour combattre la pratique des pots-de-vin. À cette fin, une formation à l'application des systèmes de gestion anti-corruption ISO 37001:2016 a été proposée du 22 au 26 mars 2021 à des fonctionnaires de sept États (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Panama et République dominicaine) appartenant à des institutions de contrôle, des organes judiciaires, des unités militaires et des entités gouvernementales impliquées dans la lutte contre la corruption et l'impunité. La norme ISO 37001:2016 est la norme sectorielle internationale qui établit un système de gestion anti-corruption. Sa mise en œuvre permet de progresser dans les engagements pris par les États dans divers traités internationaux, tels que la Convention interaméricaine contre la corruption, la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales de l'OCDE, entre autres.

Par ailleurs, dans l'optique de générer de produits de connaissance, le Secrétariat aux Sommets, avec le soutien d'un acteur indépendant, prépare un rapport sur les progrès effectués dans le cadre de l'Engagement de Lima dans la région ainsi que sur les réussites et les défis identifiés dans sa mise en œuvre, dans un contexte politique très volatile caractérisé par des changements de leadership politique et la centralité de l'agenda politique convenu par les dirigeants de la région lors du Huitième Sommet. Pour faire avancer ce processus, nous avons sollicité le soutien d'Espacio Público, un groupe de réflexion indépendant basé au Chili, dont l'expérience offre les garanties d'un produit qui nous permettra de concilier les analyses des principaux experts du domaine. De même, et en coopération avec la Commission interaméricaine des femmes (CIM), des travaux sont en cours pour préparer une étude sur la relation entre le genre et la corruption dans les Amériques, dans le cadre du suivi des mandats 7 et 55 de l'Engagement de Lima. Les deux études seront bientôt disponibles.

II. Renforcer la coordination entre les entités du GTCC

Le Secrétariat aux Sommets a poursuivi son travail de renforcement de la coordination entre les organisations membres du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) afin de soutenir les efforts nationaux de mise en œuvre des mandats des Sommets et à la lumière du contexte actuel marqué par la COVID-19. Ces actions étaient également conformes au protocole d'accord signé par les hautes autorités du GTCC en septembre 2018.

Les travaux comprennent la convocation de quatre réunions des hautes autorités du GTCC sur l'impact de la COVID-19 dans les Amériques, entre avril et septembre 2020 ; l'adoption d'une déclaration conjointe par les autorités du GTCC ; ainsi que la collaboration et la coordination avec les entités du GTCC pour la réalisation de séminaires et d'assistance technique virtuelle dans plusieurs des lignes programmatiques contenues dans le Plan d'action du GTCC (2019-2021), qui alimenteront

la mise en œuvre de l'Engagement de Lima, y compris plusieurs mentionnées dans la section I.

a. Réunions des hautes autorités du GTCC sur l'impact de la COVID-19

Entre avril et septembre 2020, quatre réunions (virtuelles) des hautes autorités du GTCC sur l'impact de la COVID-19 dans les Amériques ont été convoquées par M. Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA et président du GTCC, et le Dr Carissa Etienne, Directrice de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Les réunions visaient à échanger les diagnostics et les lignes d'intervention des entités du GTCC visant à atténuer les effets de la COVID-19 dans les pays de la région, ainsi qu'à souligner la nécessité d'une réponse coordonnée et multilatérale aux défis qui seront rencontrés dans la phase post-pandémique. Les informations fournies par les entités du GTCC ont permis de dresser un tableau global des impacts sanitaires, socio-économiques et de gouvernance dans la région. Le GTCC a également publié une déclaration commune.ⁱⁱ

- Première réunion, 3 avril 2020 : les hautes autorités des entités du GTCC se sont réunies pour coordonner les efforts visant à fournir un soutien dans les domaines de la préparation aux crises, de l'atténuation de leurs effets et du rétablissement en réponse à la crise générée par la COVID-19.
- Deuxième réunion, 29 avril 2020 : elle a permis aux hautes autorités du GTCC, ainsi qu'aux organisations régionales, de mettre à jour la situation sanitaire, socio-économique et de gouvernance régionale, avec l'appui des analyses préparées par les institutions.
- Troisième réunion, 12 juin 2020 : elle a permis de mettre à jour le diagnostic sur les impacts de la COVID-19 sur la santé et d'aborder l'impact de la crise sanitaire sur les systèmes alimentaires.
- Quatrième réunion, 14 septembre 2020 : publication de la « *Déclaration conjointe : aborder les risques de corruption, l'intégrité et la gouvernance démocratique dans le contexte de la COVID-19* »,ⁱⁱⁱ signée par les entités du GTCC pour renforcer l'intégrité des acteurs publics et privés, ainsi que la transparence et le débat public dans les mesures visant à la reprise socio-économique dans les pays de la région. Elle permet également d'assurer le suivi des mandats de l'Engagement de Lima adopté lors du huitième Sommet des Amériques, en particulier ceux qui s'adressent spécifiquement au GTCC. La déclaration conjointe est disponible [ici](#).

b. Coordination avec les entités du GTCC pour faire avancer la mise en œuvre du plan d'action du GTCC.

Le Plan d'action du GTCC 2020-2021 a été élaboré de manière coordonnée et cohérente par le Secrétariat aux Sommets et les entités du GTCC en 2019 en soutien aux États pour la mise en œuvre de l'Engagement de Lima. Le plan se concentre sur quatre lignes programmatiques résultant des informations partagées par les 17 États membres qui ont enregistré leur niveau d'avancement des mandats sur la plateforme en ligne du mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima, ainsi que sur l'offre éventuelle de coopération des entités du GTCC. Les lignes programmatiques du plan d'action sont les suivantes : (i) Développement et renforcement de mécanismes efficaces et transparents pour la fonction public ; ce qui inclut les politiques d'intégrité dans le secteur public, les données ouvertes, les marchés publics, les infrastructures et l'éducation ; (ii) Renforcement des mécanismes de protection des dénonciateurs, des témoins et des victimes de la corruption ; (iii) Conformité à la législation anticorruption et gouvernance d'entreprise ; et (iv) Détection, enquête et poursuite des actes de corruption. Dans le cadre de ces lignes programmatiques, le Secrétariat aux Sommets a agi en coordination avec diverses entités du GTCC pour mener à bien des activités techniques à la lumière du contexte actuel.

Le rapport sur les contributions institutionnelles du GTCC, préparé par le Secrétariat aux Sommets, vise à présenter le travail réalisé par les organisations membres du GTCC à l'appui des efforts nationaux pour mettre en œuvre les mandats du Huitième Sommet des Amériques, conformément aux domaines définis dans le Plan d'action du GTCC (2019-2021). Le rapport est disponible [ici](#).

c. Répertoire sur la réponse des entités du GTCC à la COVID-19

Le Secrétariat aux Sommets a alimenté une base de données avec des informations sur les efforts de coopération actuels et les offres des entités du GTCC, y compris l'OEA, face à la COVID-19. Cette base de données est disponible [ici](#).

III. Promouvoir la participation de la société civile et des acteurs sociaux

a. Pôles nationaux de lutte contre la corruption

En avril 2020, le Secrétariat aux Sommets a créé 34 pôles nationaux de lutte contre la corruption à l'issue d'un processus de sélection auquel ont participé la Section des relations avec la société civile de l'OEA et les entités du GTCC. En conséquence, environ 200 représentants de la société civile et des acteurs sociaux de la région ont été confirmés comme membres des pôles. À la suite d'un troisième appel, le nombre de membres a été porté à 300.^{iv}

À travers les pôles (disponibles [ici](#)) nous cherchons une coordination intégrée d'espaces nationaux autogérés pour : i) mettre en évidence le travail de la société civile et des acteurs sociaux dans la prévention et la lutte contre la corruption ; ii) faciliter l'échange de bonnes pratiques et le renforcement des capacités pour une participation active, le suivi et le plaidoyer en relation avec l'Engagement de Lima ; iii) promouvoir le dialogue avec les autorités gouvernementales et les représentants du GTCC ; et iv) faciliter l'accès à des informations spécialisées sur divers sujets liés au processus des Sommets.

En mai 2020, les membres des pôles ont présenté 79 initiatives sur lesquelles ils ont travaillé en matière de prévention et de lutte contre la corruption, complétant ainsi les efforts présentés dans le cadre du mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima. Actuellement, une Foire virtuelle des initiatives de lutte contre la corruption a été lancée afin de donner l'occasion aux membres des pôles de bénéficier d'une plus grande visibilité et d'une meilleure diffusion de leurs initiatives, par le biais de courtes vidéos publiées sur les comptes de réseaux sociaux du Secrétariat aux Sommets. Les trois organisations de la société civile ou acteurs sociaux qui se démarqueront dans le cadre de la Foire auront l'occasion de présenter leur travail sur les plateformes de communication du Secrétariat aux Sommets et de participer à une activité virtuelle d'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

b. Initiatives pour faire face à la crise de la pandémie de COVID-19

Compte tenu de la crise provoquée par la COVID-19, ayant permis à la corruption de proliférer facilement, le Secrétariat aux Sommets a facilité des opportunités de renforcement des capacités de la société civile et des acteurs sociaux dans l'utilisation des technologies numériques pour développer de

nouvelles initiatives visant à prévenir et à combattre la corruption, ainsi que pour exercer un suivi et un audit social plus efficaces dans le processus de responsabilité.

En collaboration avec Laboratoria, une startup d'éducation reconnue au niveau régional, le Secrétariat aux Sommets a lancé, en août 2020, le programme « Adopter un état d'esprit numérique pour lutter contre la corruption liées à la COVID-19 » (disponible [ici](#)) avec la participation de plus de 300 représentants de la société civile et acteurs sociaux des Amériques. Ce programme comporte deux étapes de participation. La première étape visait l'acquisition de concepts de base sur les défis et les opportunités de l'ère numérique pour le développement d'initiatives et s'est terminée par la présentation d'un ensemble d'initiatives. Puis ces initiatives sont passées à une seconde étape, la phase d'accélération, qui permettra de les renforcer grâce à des connaissances, des ressources et des partenariats qui faciliteront leur mise en œuvre efficace. Actuellement, le Secrétariat aux sommets crée des espaces pour mettre en relation ces entrepreneurs sociaux avec d'autres organisations, notamment les membres des pôles nationaux de lutte contre la corruption, afin de renforcer leurs initiatives.

En outre, en collaboration avec le Fonds pour les jeunes entrepreneurs des Amériques (YABT) et la Fondation interaméricaine, l'initiative « Reto InnovAcción » a été mise en place pour donner aux jeunes entrepreneurs sociaux et économiques les moyens de répondre aux nouveaux besoins des collectivités en Amérique latine et dans les Caraïbes à la suite de la pandémie de COVID-19. Cette initiative aide plus de 500 jeunes des Amériques à transformer leurs idées en entreprises sociales viables grâce à des formations, un accès aux réseaux d'entrepreneurs de la région, un soutien financier et une assistance technique. Plus d'informations sur le défi « Reto InnovAcción » sont disponibles [ici](#).

c. Dialogues nationaux entre les gouvernements et la société civile et les acteurs sociaux

Le Secrétariat aux Sommets, en collaboration avec la présidence, assumée par le gouvernement des États-Unis, a organisé des dialogues nationaux pour donner l'occasion à la société civile et aux acteurs sociaux des Amériques d'échanger avec leurs gouvernements et de partager leurs perspectives et leurs idées sur les défis et les opportunités de l'après-COVID-19, ainsi que sur toute autre question pertinente au niveau national. Les dialogues nationaux ont été modérés par des représentants du Forum citoyen des Amériques et des pôles nationaux. Les résultats des dialogues nationaux ont été soumis à la présidence pour examen, dans le cadre de la préparation du Neuvième Sommet. Plus d'informations sont disponibles [ici](#).

Pour alimenter ces espaces, les trois documents conceptuels sur les défis et opportunités, envoyés en octobre 2020 aux États dans le cadre du GRIC, ont été mis à disposition de la société civile et des acteurs sociaux. [Ces documents](#) visent à promouvoir un dialogue et un débat inclusifs entre les différents acteurs du processus des Sommet afin d'identifier des priorités concrètes et un agenda commun pour le Neuvième Sommet.

En préparation des dialogues nationaux, le Secrétariat aux Sommets a organisé des *PrepTalks*, des espaces où la société civile et les acteurs sociaux de chaque pays ont eu l'occasion de discuter et de se mettre d'accord sur les contributions à présenter ultérieurement à leur coordinateur national des Sommets ou à d'autres représentants gouvernementaux lors des dialogues nationaux respectifs. Les dialogues nationaux et leurs sessions préparatoires ont eu lieu en janvier et mai 2021. À ce jour, 31 *PrepTalks* et 17 dialogues nationaux ont été organisés, avec la participation d'environ 550 personnes.

IV. Autre

Enfin, nous sommes reconnaissants des contributions volontaires reçues au cours de la période visée par le Canada, le Guyana, le Nicaragua, le Panama, le Pérou et les États-Unis, ainsi que par l'Association andine de développement (CAF), qui ont permis au Secrétariat aux Sommets de continuer à mener des activités de soutien à la présidence, aux États et au processus des Sommets en général. Nous espérons pouvoir continuer à compter sur leur important soutien pour la préparation, le suivi et la mise en œuvre du Neuvième Sommet des Amériques et au-delà.

-
- i. Document sur les défis et les besoins d'assistance technique des États participants au Neuvième Sommet des Amériques dans la mise en œuvre de l'Engagement de Lima http://www.summit-americas.org/SIRG/2019/27062019/Informe%20de%20Retos_ES.doc
 - ii. Vous trouverez de plus amples informations sur les quatre réunions des autorités du GTCC sur l'impact de la COVID-19 dans les Amériques à l'adresse suivante : http://www.summit-americas.org/gtcc_reunion.html.
 - iii. Réunion des autorités du GTCC, 18 septembre 2020. La Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale n'ont pas approuvé la publication de la déclaration commune, bien qu'elles aient pleinement soutenu l'engagement du GTCC en matière de lutte contre la corruption et d'intégrité. Voir : Groupe de travail conjoint sur le sommet (GTCC), 14 septembre 2020, doc. JSWG/doc.84/20.
 - iv. La liste officielle des membres, ainsi que de plus amples informations à leur sujet, sont disponibles sur le site web suivant : <http://www.summit-americas.org/nodosanticorrupcion.htm>